

## 1 - Actualité nationale et internationale

### Décisions de la BCE

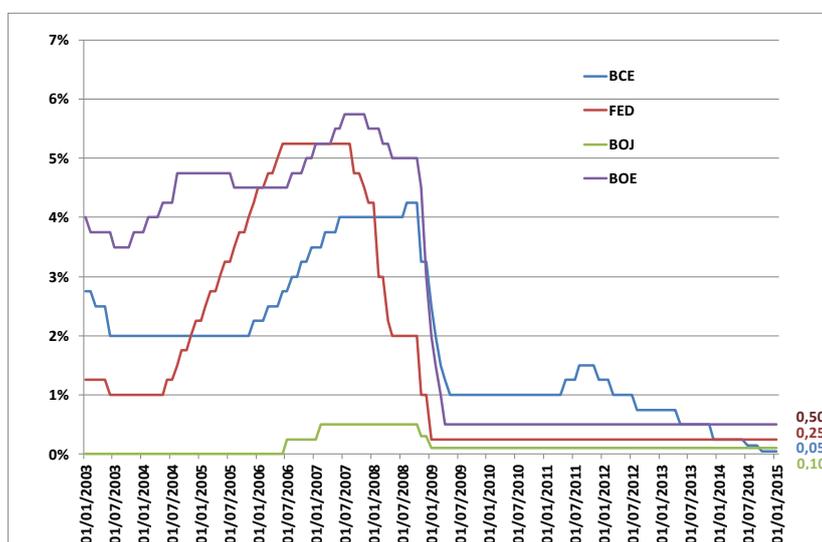
Lors de sa réunion du 23 janvier 2015, le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé de lancer un programme étendu d'achats d'actifs. L'Eurosystème effectuera ses premiers achats en mars 2015. Ils s'éleveront à 60 milliards d'euros par mois jusqu'à septembre 2016, soit un total de plus de 1000 milliards d'euros. Le Conseil a également décidé de modifier la tarification des six opérations de refinancement à plus long terme ciblées (TLTRO) qui restent à effectuer en supprimant l'écart de 10 points de base par rapport aux opérations principales de refinancement qui a été appliqué aux deux premières TLTRO. Enfin, le Conseil a décidé de laisser inchangés les taux directeurs de la BCE. Ce programme étendu d'achats d'actifs, qui constitue un « assouplissement quantitatif » de la politique monétaire (en anglais « Quantitative Easing » ou QE), était très attendu. Lors de sa conférence de presse, M. Draghi a expliqué que cette décision « a été prise pour faire face à deux évolutions défavorables : (i) la dynamique de l'inflation demeure plus faible qu'attendu ; (ii) le caractère accommodant de la politique monétaire n'a pas été suffisant pour contrer de façon adéquate les risques accrus d'une période trop prolongée de faibles inflation. Les taux d'intérêt de la BCE se situant à des niveaux planchers, l'adoption de nouvelles mesures de bilan est devenue nécessaire pour atteindre notre objectif de stabilité des prix ». Concernant les modalités de mise en œuvre de ce programme d'achats, M. Draghi a précisé que « les achats de titres émis par les gouvernements et agences de la zone euro seront déterminés sur la base des parts des Banques centrales nationales (BCN) dans la clé de répartition du capital de la BCE (...) et qu'en ce qui concerne le partage des pertes hypothétiques (...) 20% des achats supplémentaires feront l'objet d'un régime de partage des risques ».

Annnonce du programme étendu d'achats d'actifs : [https://www.banque-france.fr/fileadmin/user\\_upload/banque\\_de\\_france/Eurosystème\\_et\\_international/cp-bce-la-bce-annonce-un-programme-etendu-d-achats-d-actifs.pdf](https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Eurosystème_et_international/cp-bce-la-bce-annonce-un-programme-etendu-d-achats-d-actifs.pdf)

Déclaration introductive : <http://www.ecb.europa.eu/press/pressconf/2015/html/is150122.fr.html>

Modification du taux d'intérêt applicable aux futures opérations de refinancement à plus long terme ciblées : [https://www.banque-france.fr/fileadmin/user\\_upload/banque\\_de\\_france/Eurosystème\\_et\\_international/cp-bce-la-bce-annonce-une-modification-du-taux-d-interet-applicable-aux-futures-operations-de-refinancement.pdf](https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Eurosystème_et_international/cp-bce-la-bce-annonce-une-modification-du-taux-d-interet-applicable-aux-futures-operations-de-refinancement.pdf)

Taux directeur des principales banques centrales



## Chômage

### France : Hausse continue

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'établit à 3 488 300 en France métropolitaine fin novembre 2014. Ce nombre augmente par rapport à la fin octobre 2014 (+0,8 %, soit +27 400). Sur un an, il croît de 5,8 %.

### Europe : Stabilité du chômage en ZE18 et légère baisse en UE28

Dans la zone euro (ZE18), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,5 % en novembre 2014, stable comparé à octobre 2014, mais en baisse par rapport au taux de 11,9 % de novembre 2013. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 10,0 % en novembre 2014, en baisse par rapport au taux de 10,1 % d'octobre 2014 et à celui de 10,7 % de novembre 2013. Eurostat estime qu'en novembre 2014, 24,423 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,394 millions dans la zone euro. Par rapport à octobre 2014, le nombre de chômeurs a diminué de 19 000 dans l'UE28 et a augmenté de 34 000 dans la zone euro. Comparé à novembre 2013, le chômage a baissé de 1,487 million de personnes dans l'UE28 et de 522 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en novembre 2014 ont été enregistrés en Autriche (4,9 %) ainsi qu'en Allemagne (5,0 %), et les plus élevés en Grèce (25,7% en septembre 2014) et en Espagne (23,9 %).

## Inflation

### France : hausse de l'IPC en décembre

En décembre 2014, l'indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 0,1 % après une baisse de 0,2 % le mois précédent. Corrigé des variations saisonnières, il recule de 0,1 %. En glissement annuel, il augmente de +0,1 %. Hors tabac, l'IPC est stable sur un an.

### Inflation toujours en baisse en zone euro

« Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à -0,2 % en décembre 2014, en baisse par rapport au mois de novembre, où il était de 0,3 %. Ce taux négatif de l'inflation annuelle de la zone euro pour décembre est attribuable à la chute des prix de l'énergie (-6,3 %, contre -2,6 % en novembre), alors que les prix demeurent stables pour l'alimentation, boissons alcoolisées & tabac (0,0 %, contre 0,5 % en novembre) ainsi que pour les biens industriels hors énergie (0,0 %, contre -0,1 % en novembre). La seule hausse annuelle prévue concerne les services (1,2 %, stable par rapport à novembre). »

## FMI

### Croissance mondiale revue à la baisse par le FMI.

Au niveau mondial, le PIB devrait progresser de 3,5 % en 2015 et de 3,7 % en 2016 (contre 3,8 % et 4 % anticipés en octobre), selon les nouvelles prévisions de croissance publiées par le FMI. Le PIB français augmenterait de 0,9 % cette année et de 1,3 % en 2016 (au lieu de respectivement 1 % et 1,5 %) et celui de l'Allemagne de 1,3 % et 1,5 % successivement. La croissance chinoise s'établirait à 6,8 % en 2015 et 6,3 % en 2016. Les États-Unis, avec un PIB revu à la hausse à 3,6 % pour 2015 puis 3,3 % en 2016, restent dynamiques.

## Asie

### Chine : recul des prêts bancaires au profit de la finance informelle.

En décembre, la production nette de crédits accordés par les banques a atteint CNY 697 milliards (EUR 95,6 milliards) en baisse de 13,6 % par rapport au mois de novembre. Ce repli apparaît malgré les dernières mesures prises par la PBOC pour stimuler l'activité : baisse des taux d'intérêt annoncée fin novembre, injection de CNY 400 milliards en décembre et assouplissement du ratio de prêts sur dépôts du système bancaire. Concernant les autres types de financement, dont la finance informelle, ils sont passés de CNY 1 150 milliards en novembre à CNY 1 690 milliards en décembre.

## Actualité législative

Décret n° 2015-2 du 2 janvier 2015 autorisant la rémunération du compte d'opérations de l'Institut d'émission d'outre-mer, <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000030025065>  
Et arrêté du 2 janvier 2015 fixant la rémunération du compte d'opérations de l'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM) en application de l'article R. 712-4-1 du code monétaire et financier, <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000030025399>

## 2 – Actualité régionale

### Chine : recul des prêts bancaires au profit de la finance informelle

En décembre 2014, la production nette de crédits accordés par les banques a atteint CNY 697 milliards (environ 11 000 milliards de F CFP) en baisse de 13,6 % par rapport au mois de novembre. Ce repli apparaît malgré les dernières mesures prises par la PBOC pour stimuler l'activité : baisse des taux d'intérêt annoncée fin novembre, injection de CNY 400 milliards en décembre et assouplissement du ratio de prêts sur dépôts du système bancaire. Concernant les autres types de financement, dont la finance informelle, ils sont passés de CNY 1 150 milliards en novembre à CNY 1 690 milliards en décembre.

### Japon : un troisième plan de relance en 2015

Le Japon étant en récession depuis le 3<sup>ème</sup> trimestre 2014, le Premier ministre Shinzo Abe a annoncé le 27 décembre dernier le déblocage de 3 500 milliards de yens (soit près de 3 000 milliards de F CFP) sur l'année 2015. Il a annoncé que ce troisième plan de relance viendra soutenir les travaux d'infrastructures publiques, les bas salaires et les petites entreprises.

### Australie : creusement du déficit commercial

Le déficit commercial australien s'est creusé de 5 % (CVS) en novembre 2014, atteignant 925 millions AUD contre 877 millions un mois plus tôt. Tirées par le secteur des marchandises, les importations ont augmenté plus rapidement que les exportations (+208 millions de AUD, contre +160 millions). Le taux de chômage s'établit en novembre 2014 à 6,3 %, stable sur le mois (+0,1 point, CVS). L'Australie compte désormais 777 700 chômeurs.

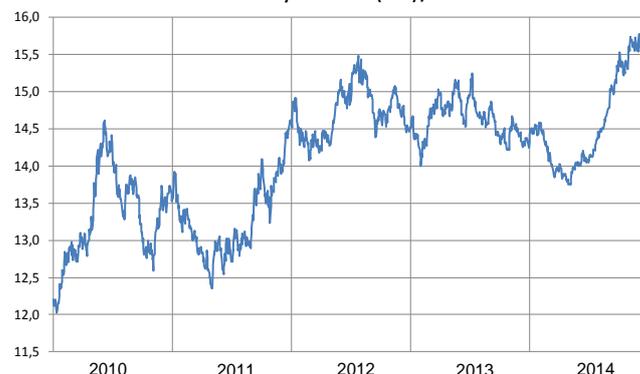
Lors de sa réunion du 3 décembre 2014, la banque centrale d'Australie (RBA) a reconduit son taux directeur principal à 2,5 %, taux stable depuis le 7 août 2013.

### Nouvelle-Zélande : dégradation de la balance commerciale

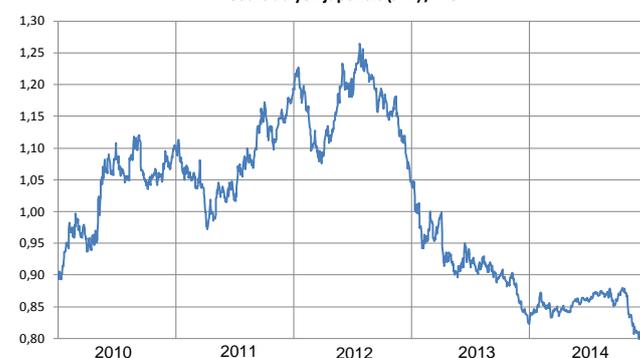
En novembre 2014, le déficit commercial s'établit à 213 millions de NZD, contre un excédent de 153 millions un an plus tôt. Cette dégradation s'explique par un recul des exportations (-421 millions) en particulier de produits laitiers.

Lors de sa réunion du 11 décembre 2014, la banque centrale néo-zélandaise (RBNZ) a maintenu son taux directeur principal à 3,5 %, inchangé depuis le 24 juillet 2014.

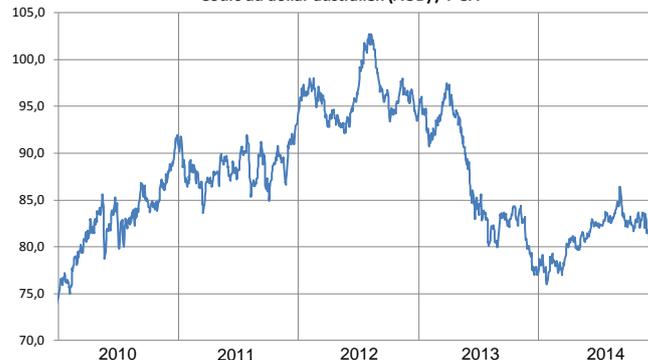
Cours du yuan chinois (CNY) / F CFP



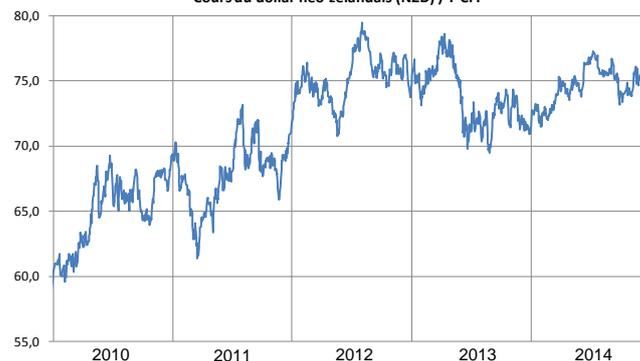
Cours du yen japonais (JPY) / F CFP



Cours du dollar australien (AUD) / F CFP



Cours du dollar neo-zélandais (NZD) / F CFP



## 3 – Brèves économiques locales

---

### Élection du 14<sup>e</sup> gouvernement

Le 31 décembre 2014, le Congrès était appelé à élire le 14<sup>e</sup> Gouvernement de Nouvelle-Calédonie, suite à la dissolution du Gouvernement de Cynthia Ligéard intervenue le 16 décembre. Les 11 membres du Gouvernement précédent ont été réélus. Cependant, aucune majorité n'a pu être trouvée permettant la désignation du Président au cours des cinq jours suivant l'élection. Un nouveau vote est intervenu le 22 janvier suite à la convocation des membres du Gouvernement par M. Bouvier, Haut commissaire de la République. Aucun candidat n'a toutefois été désigné au cours de cette réunion. Le 13<sup>e</sup> Gouvernement continue donc d'assurer la gestion des affaires courantes.

### Mise en place de nouvelles mesures fiscales

Trois délibérations fiscales sont entrées en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2015, faisant suite à un vote du Congrès en date du 15 décembre 2014. Deux nouveaux impôts sont créés. Au titre de la Contribution Additionnelle à l'Impôt sur les Sociétés (CAIS), les entreprises réalisant un bénéfice supérieur à 30 millions de F CFP sont désormais imposées à 3 % sur leurs bénéfices distribués. Les bénéfices investis sont en revanche exemptés de cette taxe. Une Contribution Calédonienne de Solidarité (CCS) est également introduite sur les revenus du travail (1 %) et sur les revenus issus du capital (2 %), dans le but de soutenir le financement des régimes sociaux. Parallèlement, le taux de l'Impôt sur les Revenus des Valeurs Mobilières (IRVM) est relevé de 10 % à 11,5 %, et la Province Sud percevra désormais des centimes additionnels sur cet impôt (2 %). La perception de centimes additionnels par les communes sur ce même impôt est maintenue à 2,5 %.

### Accord interprofessionnel suite à la fin du gel des prix

Introduit en août 2013 suite aux mobilisations contre la vie chère, le dispositif de gel des prix a pris fin au 31 décembre 2014. Les organisations professionnelles – le Syndicat des importateurs et des distributeurs de la Nouvelle-Calédonie, le Syndicat des commerçants de Nouvelle-Calédonie et la Fédération des industries de Nouvelle-Calédonie – se sont accordées sur une baisse de 10 % des prix de 440 biens et services et sur une modération des prix des autres produits à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 et pour un an. Le gouvernement et les organisations syndicales de salariés - USOENC, COGETRA, Fédération des fonctionnaires, UT-CFE/CGC - ont approuvé cette proposition, qui devrait permettre d'éviter une hausse brutale des prix.

### Fuite de métal à l'usine KNS de Vavouto

Une fuite de métal s'est produite le vendredi 26 décembre 2014 sur le site de production métallurgique de Koniambo. 500 tonnes de métal se sont déversées du four n°1 de l'usine, provoquant l'évacuation complète du site et l'arrêt de la production. La société Koniambo estime les pertes liées au seul métal déversé à 330 millions de F CFP. Suite à des travaux d'expertise, la Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Energie (DIMENC) a validé le 18 janvier 2015 la reprise prochaine de la production sur le four n°2 de l'usine, suite à la réalisation de travaux de réfection du site.

### Nouvelle ligne électrique à Bourail

La construction d'une nouvelle ligne électrique de 15 000 volts sur la commune de Bourail a été approuvée par le Gouvernement de Nouvelle-Calédonie le 23 décembre 2014. Cette nouvelle ligne, qui reliera le poste de la Néra au réseau Néaoua-Boulouparis, viendra en renfort au réseau électrique proche de la saturation dans cette région.

### Développement du réseau d'infrastructure numérique

Lors de son conseil d'administration du 14 janvier 2015, l'Office des Postes et des Télécommunications (OPT) qui table sur des recettes de 16 milliards de F CFP pour 2015 a confirmé que 3,8 milliards de F CFP seraient consacrés au déploiement des infrastructures de fibre optique à partir de 2016. Deux marchés ont été attribués pour la mise en place du réseau en Nouvelle-Calédonie. Le lancement de la fibre optique correspond à la deuxième étape du développement numérique du territoire, après la mise en place de la 4G à compter de février 2015.

### Approbation du budget de la CMA

La Chambre des Métiers et de l'Artisanat (CMA) a vu son budget 2015 validé par le gouvernement néo-calédonien à 920 millions de F CFP, en augmentation de 10 % comparativement à l'année écoulée.

### Autre publication

Le Conseil Economique, Social et Environnemental de la Nouvelle-Calédonie a publié l'étude suivante :

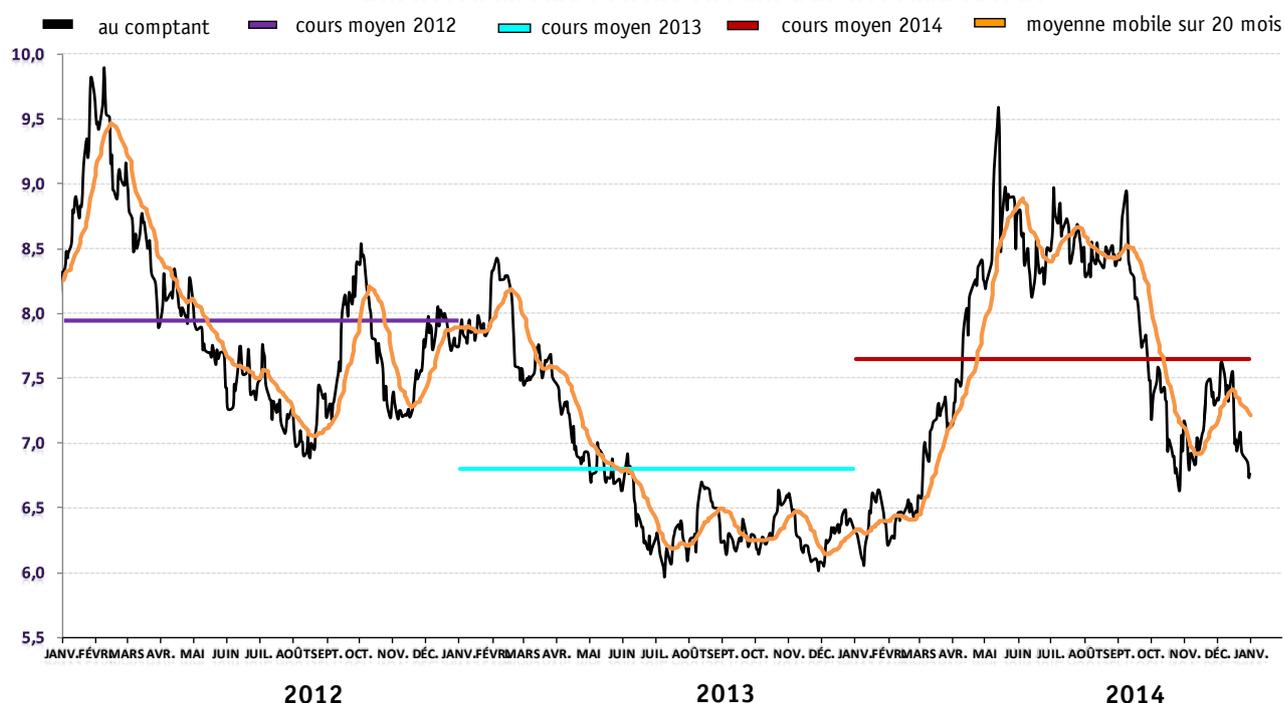
- Rapport & Vœu n°05/2014 – Quel avenir pour notre tourisme ? – 21 novembre 2014

## 4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		déc.-14	105,63	0,2%	0,6%
Nombre de demandeurs d'emploi		oct.-14	6 661	-5,5%	4,9%
<b>COMMERCE EXTERIEUR</b> (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	nov.-14	13 350	4,9%	59,2%
	cumulées	nov.-14	128 400	-	25,2%
Importations	mensuelles	nov.-14	25 160	-17,0%	1,0%
	cumulées	nov.-14	271 550	-	3,4%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel
<b>NICKEL</b>					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		déc.-14	7,22	1,3%	14,4%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		déc.-14	699	2,5%	27,2%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	nov.-14	661	30,1%	3,7%
	cumulées	nov.-14	4 777	-	20,4%
• Exportations de produits métallurgiques (Ferronickel, matte, NHC, NiO) (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	nov.-14	6 263	2,4%	32,0%
	cumulées	nov.-14	70 755	-	17,7%
<b>TOURISME</b>					
• Touristes débarqués	mensuels	oct.-14	10 967	1,9%	6,0%
	cumulés	oct.-14	84 053	-	-2,4%
• Nuitées	mensuels	juil.-14	44 825	8,6%	-13,8%
	cumulés	juil.-14	311 789	-	-8,4%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		juil.-14	54,2%	+ 2,8 pt	- 4,9 pts
• Croisiéristes (p)		sept.-14	272 169	-	5,4%
<b>BTP</b>					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	sept.-14	9 198	6,6%	-10,3%
	cumulées	sept.-14	79 887	-	-12,9%
• Index BT 21 (p)		déc.-14	101,41	0,01%	-0,05%
• IRL (p)		déc.-14	119,94	0,02%	0,02%
<b>CREVETTES</b>					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	nov.-14	17	-79,8%	5,7%
	cumulées	nov.-14	944	-	8,8%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	nov.-14	26	-68,0%	4,7%
	cumulées	nov.-14	882	-	-32,2%
<b>COMMERCE AUTOMOBILE</b>					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	déc.-14	184	2,2%	-66,7%
	cumulées	déc.-14	5 343	-	-10,0%

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTT

### ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)





## 6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2013	2014	Var .
<b>Indice des prix à la consommation</b>	déc	105,0	105,6	0,6%
<b><u>Entreprises</u></b>				
nombre d'entreprises	déc	55 782	57 958	3,9%
dont entreprises sans salarié	déc	49 176	51 408	4,5%
créations d'entreprises (p)	sept	2 778	2 638	-5,0%
cessations d'entreprises (p)	sept	2 399	2 433	1,4%
liquidations judiciaires	déc	109	86	-21,1%
redressements judiciaires	déc	71	73	2,8%
personnes morales en interdiction bancaire	déc	873	876	0,3%
Ventes de ciment (tonnes)	sept	91 737	79 887	-12,9%
dont ciment local (tonnes)	sept	91 044	79 868	-12,3%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	sept	23 271	25 905	11,3%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	déc	5 539	8 239	48,7%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	déc	3 626	3 107	-14,3%
<b><u>Ménages</u></b>				
emploi salarié (nb)	sept	90 770	91 757	1,1%
dont secteur privé	sept	65 268	65 773	0,8%
dont secteur public	sept	25 502	25 984	1,9%
demandes d'emploi de fin de mois	oct	6 349	6 661	4,9%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	oct	6 446	7 232	12,2%
chômeurs indemnisés	sept	2 044	2 430	18,9%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F FCFP)	déc	899,3	899,3	0,0%
personnes physiques en interdiction bancaire	déc	6 852	6 777	-1,1%
décisions retraits cartes bancaires	déc	3 042	2 951	-3,0%
incidents paiements sur chèques	déc	36 097	28 178	-21,9%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	déc	5 934	5 343	-10,0%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	déc	14 926	15 264	2,3%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	sept	24 856	25 059	0,8%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	sept	12 517	12 416	-0,8%
<b><u>Echanges</u></b>				
nombre de touristes	oct	86 091	84 053	-2,4%
nombre de croisiéristes	sept	258 296	272 169	5,4%
taux d'occupation moyen depuis le 1 <sup>er</sup> janvier des hôtels de Nouméa	juil	54,9%	54,9%	0,0 pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	déc	6,81	7,65	12,3%
cours du nickel au LME en \$/lb	déc	6,31	7,22	14,4%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	nov	3 966	4 777	20,4%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	nov	15 636	20 650	32,1%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	nov	60 134	70 755	17,7%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	nov	73 869	97 212	31,6%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	nov	868	944	8,8%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	nov	1 302	882	-32,2%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	nov	90 807	118 743	30,8%
part de ces produits dans le total des exportations	nov	88,6%	92,5%	3,9 pts
total des importations (M FCFP)	nov	262 696	271 550	3,4%
total des exportations (M FCFP)	nov	102 542	128 400	25,2%
taux de couverture	nov	39,03%	47,28%	8,2 pts
recettes douanières (M FCFP)	nov	44 408	44 798	0,9%
<b><u>Indicateurs financiers (M de FCFP)</u></b>				
Dépôts à vue	déc	280 834	313 557	11,7%
M1 (Dépôts à vue + circulation fiduciaire)	déc	297 070	331 047	11,4%
M2 (M1 + Compte épargne logement + Comptes sur livret)	déc	407 884	447 633	9,7%
Dépôts à termes	déc	198 128	178 698	-9,8%
M3 (M2 + Dépôts à termes)	déc	606 051	626 331	3,3%
P1 (Plan épargne logement et Livret épargne entreprises)	déc	3 760	4 245	12,9%
coût du crédit aux entreprises- court terme	sept	4,38%	3,88%	-0,5 pts
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	sept	4,37%	3,97%	-0,4 pts
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	sept	3,68%	3,47%	-0,2 pts
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels et autres crédits échancés à la consommation	sept	7,46%	6,60%	-0,9 pts
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues	sept	969 740	983 486	1,4%
<b><u>Ménages</u></b>	sept	407 821	416 736	2,2%
dont crédits à la consommation	sept	74 420	73 656	-1,0%
dont crédits à l'habitat	sept	327 098	337 144	3,1%
<b><u>Entreprises</u></b>	sept	455 772	438 017	-3,9%
dont crédits d'exploitation	sept	80 184	73 131	-8,8%
dont crédits d'investissement	sept	241 766	233 120	-3,6%
dont crédits à la construction	sept	117 250	117 441	0,2%
<b><u>Collectivités locales</u></b>	sept	67 920	84 976	25,1%
dont d'investissement	sept	65 403	82 811	26,6%
<b><u>Autres agents de CCB non ventilés</u></b>	sept	17 054	14 546	-14,7%
créances douteuses brutes	sept	21 174	29 210	38,0%
taux de créances douteuses brutes	sept	2,2%	3,0%	0,8 pt
ensemble des actifs financiers	sept	712 111	711 157	-0,1%
Ménages	sept	366 069	386 109	5,5%
Sociétés	sept	229 326	219 247	-4,4%
Autres agents	sept	116 717	105 801	-9,4%
dont assurances-vie	sept	104 234	111 213	6,7%

(p) : données trimestrielles provisoires

Sources : IEOM, ISEE, IDCNC, DIMENC, DITT, Tribunal mixte de commerce de Nouméa

## 2 – Actualité régionale

---

### Baisse des tarifs bancaires en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française

Des accords de baisse des tarifs bancaires pour l'année 2015 ont été signés au mois de décembre entre les Hauts-commissaires et les banques en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie. Ils font suite aux négociations annuelles des autorités publiques avec les banques pour qu'elles modèrent leurs tarifs, telle que le prévoit une disposition de la loi promulguée le 15 novembre 2013, baptisée « bouclier bancaire ». L'objectif est d'atteindre un niveau moyen de tarifs bancaires qui ne soit pas plus de moitié plus cher à celui observé en métropole à l'horizon 2017. En Polynésie française, cet objectif a été atteint le 1<sup>er</sup> janvier 2015 pour 14 services standards suivis par l'Observatoire des tarifs bancaires de l'IEOM.

### L'Asie-Pacifique, moteur de la croissance mondiale

Selon un rapport de l'Organisation des Nations Unies intitulé « Annuaire statistique des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique 2014 » publié en décembre, la région Asie-Pacifique est le moteur de la reprise économique mondiale. Pour mémoire, la zone a enregistré un taux de croissance économique annuel moyen de 5,2 % entre 2001 et 2007 et de 3,9 % entre 2008 et 2012, malgré les nombreuses catastrophes climatiques auxquelles la région a dû faire face au cours de la dernière décennie. D'après le FMI, la croissance économique devrait atteindre 6,6 % en 2015 pour les dix pays regroupés au sein de l'Association des nations et pays du Sud-Est (ASEAN), contre 3,3 % au niveau mondial.

[Pays de l'ASEAN : Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Brunei, Vietnam, Laos, Birmanie, Cambodge].

### Troisième session des rencontres économiques du Pacifique Sud

Les rencontres économiques du Pacifique Sud ont été initiées par la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) du Pacifique Sud, en collaboration avec la CGPME nationale et le Ministère des Outre-mer (MOM). Celles-ci ont pour objectif de défendre les intérêts économiques communs aux territoires français du Pacifique Sud (Polynésie française, Nouvelle-Calédonie et Wallis-et-Futuna) et de mettre en avant les difficultés qu'elles partagent. La dernière rencontre s'est tenue le 18 décembre dernier au MOM à Paris. Les participants ont notamment examiné une proposition de créer un fonds de développement du Pacifique Sud, qui viendrait se substituer au dispositif de défiscalisation. D'autre part, les préambules de l'organisation d'un événement international baptisé *South Pacific Business Exchange Days* ont été présentés : il s'agit de dynamiser les échanges entre les petits États insulaires, les Collectivités et les grandes Nations du Pacifique.

### Lancement prochain du premier vol reliant Shanghai aux îles Fidji

Le premier vol reliant Shanghai à Nandi sera mis en service en février prochain par la compagnie Fiji Airways. Les îles Fidji sont une destination de plus en plus prisée par les touristes chinois (ils étaient près de 23 000 à visiter l'archipel en 2013). Actuellement, la Chine et les îles Fidji ne sont reliées par voie aérienne que par une ligne Nandi/Hong-Kong. Lors d'une visite d'État fin novembre, le président chinois, M. Xi Jinping, a réaffirmé la volonté de son pays de renforcer les relations économiques et diplomatiques avec les îles Fidji. L'année 2015 marquera le 40<sup>e</sup> anniversaire des relations diplomatiques entre les deux pays.

## 3 – Brèves locales

---

### Nomination d'un nouveau Préfet pour Wallis-et-Futuna

Les îles Wallis et Futuna accueillent un nouveau Préfet et Administrateur supérieur. Nommé en Conseil des ministres le 17 décembre dernier, M. Marcel Renouf, qui a pris ses fonctions le 26 janvier, succède à M. Michel Aubouin qui occupait ce poste depuis février 2013.

### Signature d'un engagement de prêt de la CPSWF au Territoire pour l'installation de la téléphonie mobile

Le 18 décembre dernier, la Caisse des prestations sociales de Wallis-et-Futuna (CPSWF) a signé un engagement de prêt au Territoire d'un montant de 200 millions de F CFP, dans le cadre de la mise en service d'un réseau de téléphonie mobile sur l'archipel. Pour mémoire, le Territoire a également signé une convention de prêt de 370 millions de F CFP avec l'Agence française de développement en septembre dernier, pour le financement de ce projet baptisé « Manuia ». Une participation de l'État à hauteur de 216 millions de F CFP est également débloquée. Les équipements techniques sont désormais attendus pour février/mars, de même que l'ingénieur en charge de leur installation. Le bâtiment destiné à accueillir les équipements est en cours de construction. D'après les autorités locales, le réseau de téléphonie mobile devrait être opérationnel dès mai 2015.

### Réunion plénière de l'Observatoire des prix, des marges et des revenus (OPMR)

Les membres de l'OPMR de Wallis-et-Futuna se sont réunis mi-décembre afin de faire un bilan de l'activité de l'Observatoire en 2014. Les travaux des deux commissions spécialisées ont été présentés, l'une chargée du suivi régulier du « bouclier qualité-prix » (BQP) et l'autre de l'étude du transport maritime des marchandises. Cette réunion fut également l'occasion de déterminer la liste de produits dont les prix feront l'objet de négociations avec les commerçants de la place en début d'année, dans le cadre du BQP 2015. Il a été décidé de maintenir les treize produits du BQP 2014 dans la négociation tarifaire, auxquels ont été ajoutés onze nouveaux produits, dont plusieurs produits locaux.

### Baisse du prix des carburants au 1<sup>er</sup> janvier 2015

Les tarifs de vente au détail des carburants sont en baisse au 1<sup>er</sup> janvier à Wallis-et-Futuna, conséquence de la chute des cours mondiaux du pétrole observée ces derniers mois. Le prix du baril de pétrole a en effet diminué de moitié depuis juin, tombant à plusieurs reprises sous la barre des 60 dollars durant le second semestre 2014 et sous la barre des 50 dollars en ce mois de janvier. Sur l'archipel, le litre d'essence passe de 213,30 F CFP en décembre à 209,50 F CFP au 1<sup>er</sup> janvier (-1,8 %). Le prix du litre de gazole enregistre une diminution plus importante (-4,5 %), passant de 196,60 F CFP en décembre à 187,70 F CFP au 1<sup>er</sup> janvier. Les factures d'électricité pourraient également être en baisse, le prix du gazole vendu à EEWF passant de 160,20 F CFP en décembre à 151,30 F CFP en janvier (-5,6 %).

### Baccalauréat 2014 : des résultats en nette progression

En 2014, 133 élèves ont obtenu leur Baccalauréat, soit un taux de réussite de 84 % (contre 74 % en 2013). 93 % des élèves qui se sont présentés au Baccalauréat général ont obtenu leur diplôme, contre 78 % en 2013. La filière technologique affiche également des résultats en progression, avec 77 % de réussite contre 51 % en 2013. Enfin, 81 % des élèves qui se sont présentés à un Baccalauréat professionnel ont obtenu leur diplôme, contre 91 % en 2013.

### Publications

L'IEOM vient de publier une note expresse : La consommation des ménages à Wallis-et-Futuna, janvier 2015.  
[http://www.ieom.fr/IMG/pdf/ne148\\_eclairage\\_consommation\\_des\\_menages\\_wallis.pdf](http://www.ieom.fr/IMG/pdf/ne148_eclairage_consommation_des_menages_wallis.pdf)

### Comment s'abonner aux publications de l'IEOM ?

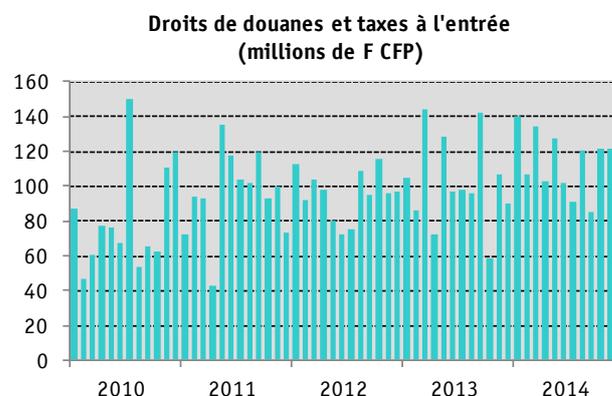
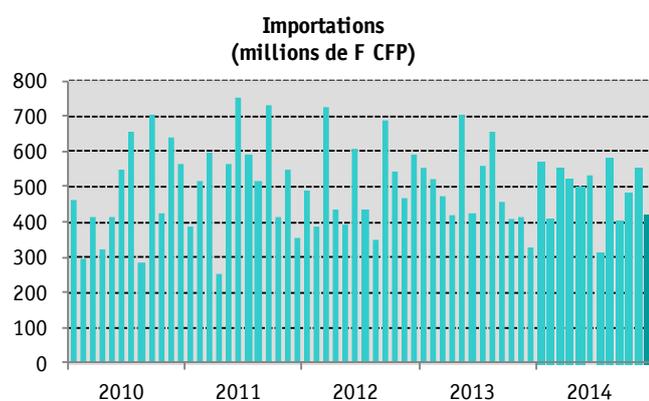
Vous avez la possibilité de vous abonner en ligne à nos publications. Vous serez ainsi informé par mail de toute nouvelle publication de l'IEOM, dès sa mise en ligne. Un lien direct vous sera également communiqué pour accéder au document. Pour vous abonner, connectez-vous sur notre site Internet, à l'adresse suivante :  
<http://www.ieom.fr/wallis-et-futuna/abonnement-aux-publications/>

## 4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an
<b>Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)</b>	4T 14		116,99	-	0,2%
<b>SMIG mensuel en XPF</b>	déc-14		90 000	-	1,0%
<b>Nombre d'emplois salariés</b>	juin-14		2 126	-	-1,3%
<b>Échanges extérieurs (millions de XPF)</b>					
Importations	mensuelles	déc-14	421	-24,3%	28,3%
	cumulées	déc-14	5 839	-	-1,4%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	déc-14	93	-23,0%	3,6%
	cumulés	déc-14	1 346	-	9,8%
Taxes intérieures de consommation	mensuelles	déc-14	55	50,6%	40,9%
	cumulées	déc-14	484	-	10,1%

<b>SECTEURS D'ACTIVITÉ</b>			Données brutes	▲/mois	▲/an
<b>Énergie</b>					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	mensuelle	déc-14	1 733	15,2%	4,0%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	déc-14	651	13,7%	6,2%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	déc-14	149	11,6%	-0,9%
<b>Transports</b>					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	oct-14	2 087	13,5%	-22,2%
	cumulé	oct-14	20 791	-	-23,5%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	oct-14	1 590	79,7%	51,4%
	cumulé	oct-14	10 900	-	4,0%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	déc-14	3	-25,0%	0,0%
	cumulées	déc-14	36	-	-25,0%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	déc-14	14	-44,0%	-12,5%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, EEFW, SWAFEPP, Aviation civile

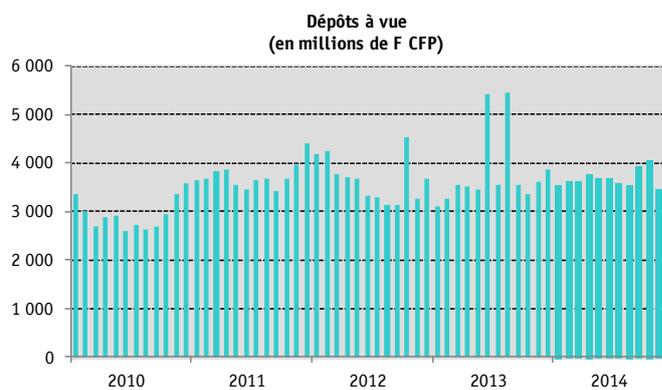
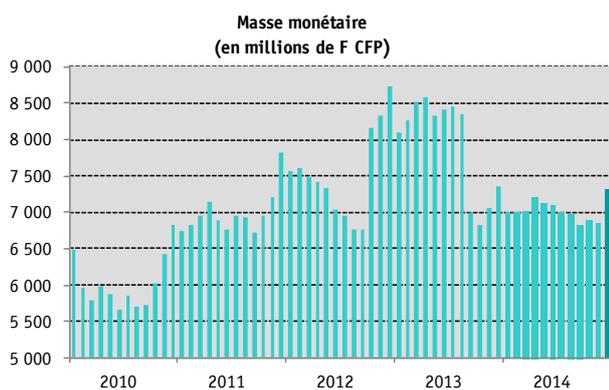


## 5 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Masse Monétaire

Baisse de la masse monétaire sur le mois et sur l'année

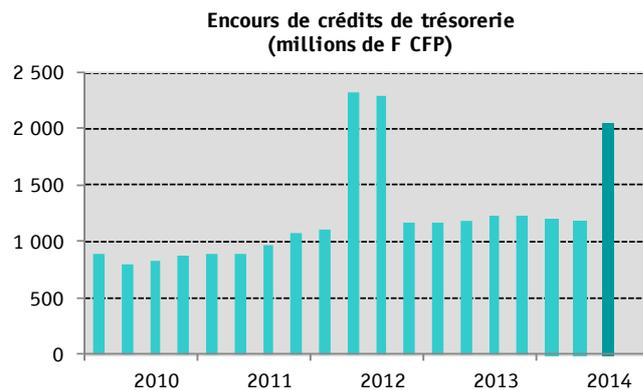
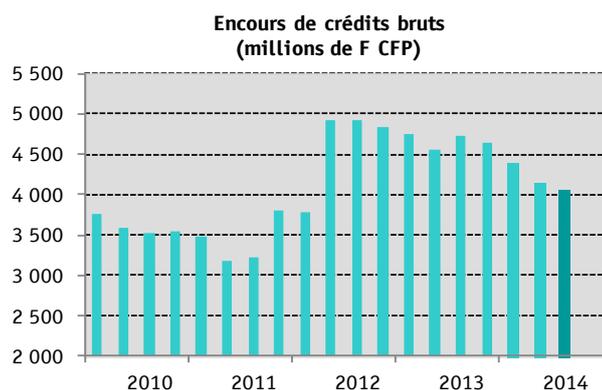
en millions de F CFP	déc-13	nov-14	déc-14	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 168	2 074	2 061	-0,6%	-4,9%
Dépôts à vue	3 871	3 457	3 936	13,9%	1,7%
<b>Total M1</b>	<b>6 039</b>	<b>5 531</b>	<b>5 997</b>	<b>8,4%</b>	<b>-0,7%</b>
M2-M1	487	499	500	0,2%	2,6%
<b>Total M3</b>	<b>7 356</b>	<b>6 850</b>	<b>7 318</b>	<b>6,8%</b>	<b>-0,5%</b>



### Concours de caractère bancaire

Recul de l'encours des crédits sur l'année

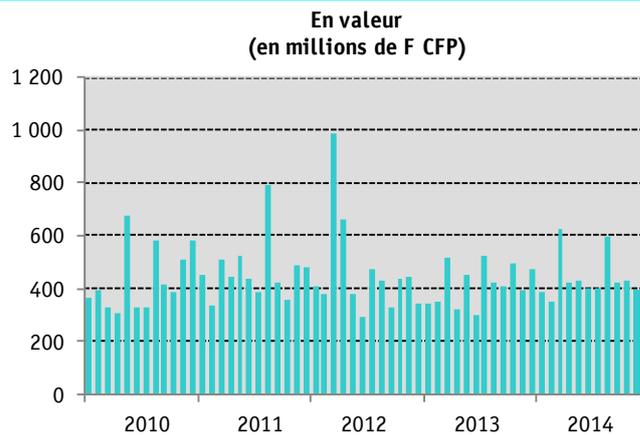
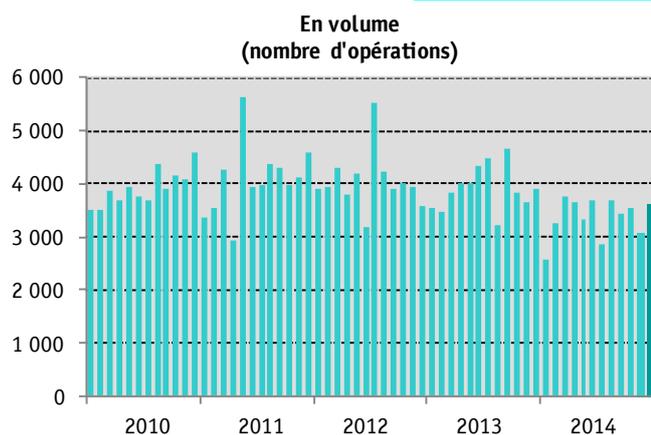
en millions de F CFP	sept-12	sept-13	sept-14	▲/an
Crédits de trésorerie	2 300	1 225	2 045	67,0%
Crédits à l'équipement	1 346	2 308	1 149	-50,2%
Crédits à l'habitat	531	420	255	-39,1%
Autres crédits	258	314	176	-43,8%
Total encours sain	4 436	4 266	3 626	-15,0%
Créances douteuses brutes	493	470	444	-5,5%
<b>Total encours brut</b>	<b>4 929</b>	<b>4 736</b>	<b>4 070</b>	<b>-14,1%</b>



### Compensation

Baisse en nombre et en valeur des opérations de compensation sur l'année

	déc-13	nov-14	déc-14	cumul 2014	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 891	3 088	3 609	40 503	16,9%	-7,2%
Compensation (en millions de CFP)	470	395	408	5 271	3,2%	-13,2%



Incidents bancaires

Recul du nombre d'incidents de paiement sur chèque

en nombre	déc-13	nov-14	déc-14	cumul 2014	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement sur chèque	40	49	31	944	-36,7%	-22,5%
Retraits de cartes bancaires	0	0	0	13	-	-

Interdits bancaires

Réduction du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	déc-13	nov-14	déc-14	▲/mois	▲/an
<b>Interdits bancaires en fin de mois</b>	<b>344</b>	<b>336</b>	<b>328</b>	<b>-2,4%</b>	<b>-4,7%</b>
- dont personnes physiques	330	321	313	-2,5%	-5,2%
- dont personnes morales	14	15	15	0,0%	7,1%

Cotation

Progression du nombre de cotes valides

en nombre	déc-13	nov-14	déc-14	▲/mois	▲/an
<b>Cotes valides</b>	<b>47</b>	<b>48</b>	<b>48</b>	<b>0,0%</b>	<b>2,1%</b>
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	15	18	18	0,0%	20,0%

## 6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2013	2014	▲/an
<b><u>Indicateurs économiques</u></b>				
<b>Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)</b>	4T	116,73	116,99	0,2%
<b>Entreprises</b>				
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	décembre	14	15	7,1%
importations de biens d'équipement (M XPF)	décembre	808	821	1,6%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	décembre	112	164	46,1%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	décembre	107	86	-19,6%
<b>Ménages</b>				
emploi salarié (nb)	juin	2 155	2 126	-1,3%
dont secteur privé	juin	871	822	-5,6%
dont secteur public	juin	1 284	1 304	1,6%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	décembre	528	533	1,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	décembre	330	313	-5,2%
décision retrait cartes bancaires (nb)	décembre	16	13	-18,8%
incidents paiements sur chèques (nb)	décembre	871	944	8,4%
importations de produits alimentaires (M XPF)	décembre	1 640	1 527	-6,9%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	décembre	883	900	1,9%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	décembre	285	285	0,0%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	décembre	95	95	0,0%
<b>Échanges extérieurs en millions de XPF</b>				
importations	décembre	5 923	5 839	-1,4%
exportations	décembre	-	-	-
recettes douanières	décembre	1 677	1 866	11,2%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée	décembre	1 226	1 346	9,8%
dont taxes intérieures de consommation	décembre	439	484	10,1%
<b><u>Indicateurs financiers</u></b>				
<b>La masse monétaire en millions de XPF</b>				
Dépôts à vue	décembre	3 871	3 936	1,7%
M1	décembre	6 039	5 997	-0,7%
M2	décembre	6 526	6 497	-0,4%
Dépôts à terme	décembre	830	820	-1,2%
<b>M3</b>	décembre	<b>7 356</b>	<b>7 318</b>	<b>-0,5%</b>
<b>Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues</b>				
septembre		<b>4 736</b>	<b>4 070</b>	<b>-14,1%</b>
Ménages	septembre	1 545	1 376	-10,9%
dont crédits à la consommation	septembre	1 245	1 161	-6,8%
dont crédits à l'habitat	septembre	299	215	-28,3%
Entreprises	septembre	2 443	2 041	-16,5%
dont crédits d'exploitation	septembre	76	921	1110,9%
dont crédits d'investissement	septembre	2 086	963	-53,8%
Collectivités locales	septembre	222	186	-16,4%
Autres agents et CCB non ventilés	septembre	55	23	-58,7%
créances douteuses brutes	septembre	470	444	-5,5%
taux de créances douteuses	septembre	9,9%	10,9%	1,0 pt
<b>Ensemble des actifs financiers</b>				
Ménages	septembre	3 145	3 124	-0,7%
dont assurances-vie	septembre	973	1 058	8,8%
Sociétés	septembre	1 614	1 442	-10,7%
Autres agents	septembre	2 220	2 148	-3,2%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, Contributions diverses

## 2 – Brèves économiques locales

---

### RST : retour de l'engagement de l'État en 2015

L'État versera une dotation annuelle de 1,4 milliard de F CFP en 2015, 2016 et 2017 au régime de solidarité territorial (RST) de la Polynésie française, dont les difficultés se sont aggravées depuis le désengagement de l'État en 2007. Une convention entre l'État et le Pays définira les réformes structurelles que le gouvernement polynésien devra poursuivre pour équilibrer le RST. Par ailleurs, cet engagement s'accompagne d'un effacement de la dette contractée par le Pays pour les évacuations sanitaires vers l'hexagone (716 millions de F CFP).

### Stratégie de développement économique : création d'un comité de pilotage

Dans le cadre de l'élaboration du plan stratégique de développement économique 2020, d'un plan de dynamisation de l'économie 2016 et de la politique sectorielle du tourisme, un comité de pilotage a été créé le 14 janvier 2015. Suite à une première phase de consultation en janvier et février, puis une période de propositions et de validation, une conférence se tiendra en avril 2015 pour la signature d'un accord global.

### Prix : l'indice des prix à la consommation baisse de 0,2 % sur l'année 2014

L'indice des prix à la consommation progresse de 0,7 % en décembre 2014 en raison de la hausse saisonnière des prix des transports aériens. Hors transport aérien international, l'indice baisse de 0,2 % sur le mois, en lien avec la baisse de 0,8 % des prix des produits alimentaires. Sur l'année 2014, l'indice général des prix se replie de 0,2 %.

### Balance des paiements 2013 : progression de l'excédent des transactions courantes

L'IEOM vient de publier la balance des paiements de la Polynésie française pour l'année 2013. Ce recueil statistique montre que le compte de transactions courantes affiche un excédent de 14,8 milliards de F CFP en 2013 (+11,6 % sur un an). Les interventions de l'État ont contribué à ce maintien. En revanche, le déficit des biens se creuse (+1 %) tandis que l'excédent des services recule de 1,9 %, malgré les bons résultats du tourisme. Le tourisme reste la première ressource à l'exportation de la Polynésie française : il génère 37 % des recettes de biens et services.

### Projets hôteliers : lancement d'un appel à manifestation d'intérêt pour le Tahiti Mahana Beach

TNAD (Tahiti Nui aménagement et développement) lance un appel à manifestation d'intérêt (AMI) d'investisseurs au niveau mondial pour le projet de complexe touristique Tahiti Mahana Beach, dont le coût est estimé de 220 à 250 milliards de F CFP. Par ailleurs, TNAD a obtenu, par arrêt ministériel du 15 décembre 2014, une avance de trésorerie d'un milliard de F CFP pour deux ans, au taux d'intérêt nominal de 4,18 %. Les trois quarts de ce montant doivent lui permettre de faire l'acquisition des terres de l'ancien Club Med de Moorea.

### Tourisme : le Tahiti Travel Exchange réunit les principaux tours opérateurs américains à Tahiti

Organisé par le GIE Tahiti Tourisme, le 10<sup>e</sup> Tahiti Travel Exchange a réuni début décembre à Tahiti les dix principaux tours opérateurs américains, soit au total 125 participants, afin de promouvoir la destination. Le marché américain joue un rôle prépondérant dans le tourisme polynésien : il a représenté 37 % de la clientèle en 2013. En outre, 75 % des visiteurs américains passent par une agence de voyages.

### Énergie : légère baisse des prix du carburant

Le 1<sup>er</sup> janvier 2015, les prix du carburant ont été revus à la baisse en Polynésie française, suite à la baisse du prix du baril à moins de 60 dollars. Le litre d'essence sans plomb baisse de 10 F CFP pour s'établir à 168 F CFP tandis que le gasoil affiche un prix au litre de 160 F CFP (-5 F CFP). Les prix des carburants étant définis dans le cadre d'un système de péréquation, ces nouveaux tarifs devraient permettre de résorber les 283 millions de F CFP de déficit du Fonds de régulation pour les hydrocarbures (FRPH) au 1<sup>er</sup> trimestre 2015.

### Coopération régionale : 3<sup>es</sup> rencontres économiques du Pacifique sud

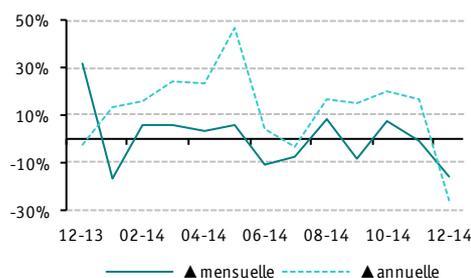
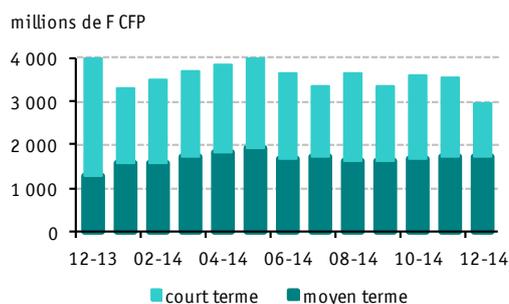
Les 3<sup>es</sup> rencontres économiques du Pacifique sud se sont tenues à Paris le 18 décembre 2014, en présence notamment du Vice Président Nuihau Laurey, de la députée Maina Sage et du sénateur Vincent Dubois. À l'initiative des CGPME (confédérations générales des petites et moyennes entreprises), ces rencontres ont permis d'échanger sur les difficultés partagées et de défendre les intérêts économiques des territoires français du Pacifique auprès du ministère des Outre-mer.

### 3 – Activités de l'Institut et suivi de place

#### Refinancement des établissements de crédit

##### Net recul du refinancement en décembre

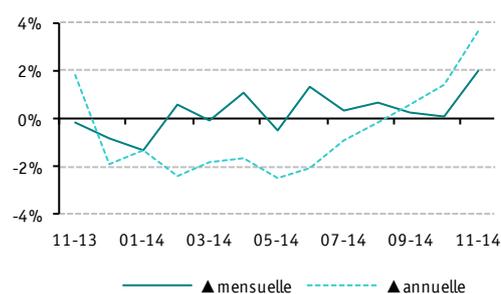
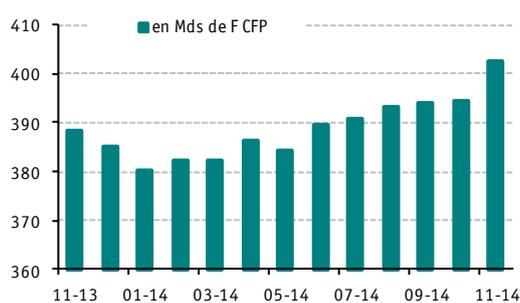
en millions de F CFP	déc-13	nov-14	déc-14	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	2 728	1 820	1 257	-30,9%	-53,9%
Utilisations à moyen terme	1 250	1 709	1 699	-0,5%	35,9%
<b>Refinancement total</b>	<b>3 978</b>	<b>3 529</b>	<b>2 956</b>	<b>-16,2%</b>	<b>-25,7%</b>



#### Masse monétaire

##### Augmentation de la masse monétaire

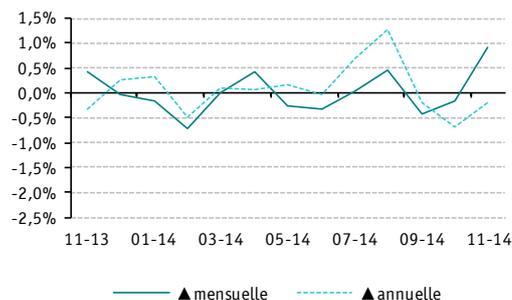
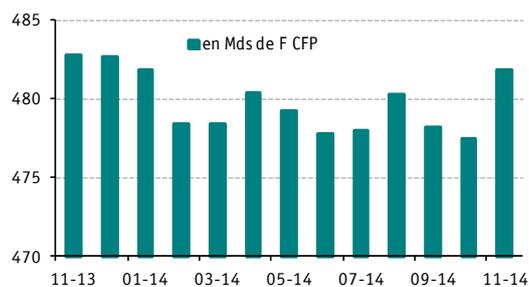
en millions de F CFP	nov-13	oct-14	nov-14	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	14 312	12 602	13 189	4,7%	-7,8%
Dépôts à vue	152 685	150 992	160 010	6,0%	4,8%
Comptes sur livrets	97 377	99 823	99 711	-0,1%	2,4%
Comptes d'épargne logement	411	386	383	-1,0%	-6,9%
Dépôts à terme	121 870	129 337	127 749	-1,2%	4,8%
Autres	1 686	1 430	1 435	0,3%	-14,9%
<b>Total M3</b>	<b>388 339</b>	<b>394 570</b>	<b>402 476</b>	<b>2,0%</b>	<b>3,6%</b>



#### Concours des banques locales à l'économie

##### Hausse des crédits d'équipement

en millions de F CFP	nov-13	oct-14	nov-14	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	131 894	111 213	110 338	-0,8%	-16,3%
Crédits d'équipement	62 764	72 052	73 926	2,6%	17,8%
Crédits à l'habitat	160 128	168 557	168 765	0,1%	5,4%
Autres crédits	70 122	62 732	66 206	5,5%	-5,6%
Créances douteuses brutes	57 857	62 859	62 575	-0,5%	8,2%
<b>Total Concours de Caractère Bancaire</b>	<b>482 764</b>	<b>477 413</b>	<b>481 811</b>	<b>0,9%</b>	<b>-0,2%</b>



## Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an
<b>Indicateurs macroéconomiques</b>						
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	déc-14	108,7	107,8	108,5	0,7%	-0,2%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	nov-14	114,1	113,5	113,8	0,3%	-0,3%
Commerce extérieur						
<i>Exportations civiles (en M F CFP)</i>	nov-14	1 588,7	1 264,7	1 534,7	21,3%	-3,4%
<i>Importations civiles (en M F CFP)</i>	nov-14	12 473	13 412	14 497	8,1%	16,2%
<i>(source : ISPF)</i>						
<b>Entreprises</b>						
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	nov-14	2 003	2 005	3 669	ns	ns
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	nov-14	101	178	38	ns	ns
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	déc-14	156	112	136	21,4%	-12,8%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	nov-14	467	481	478	-0,6%	2,4%
<i>(sources : ISPF, IEOM)</i>						
<b>Ménages</b>						
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	nov-14	2 049	2 224	2 155	-3,1%	5,2%
Importations de produits alimentaires (M CFP)	nov-14	3 147	3 546	3 240	-8,6%	3,0%
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	déc-14	213	213	225	5,6%	5,6%
Personnes physiques en interdiction bancaire	nov-14	2 808	2 739	2 743	0,1%	-2,3%
<i>(sources : ISPF, IEOM)</i>						
<b>Secteurs</b>						
<b>Agriculture</b>						
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	nov-14	1 055	642	1 158	ns	9,8%
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	nov-14	77	117	100	-14,8%	29,9%
<b>BTP</b>						
Importations de ciment (en M F CFP)	nov-14	253	212	54	ns	ns
Importations de bois transformé (en M F CFP)	nov-14	198	110	130	17,6%	-34,5%
<b>Industrie</b>						
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	nov-14	60	45	16	ns	ns
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	nov-14	25	59	56	-3,9%	ns
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	nov-14	52	51	32	-36,3%	-38,2%
<b>Tourisme</b>						
Nombre de touristes	sept-14	14 175	14 603	15 500	6,1%	9,3%
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	nov-14	66,5%	74,4%	69,2%	-5,3 pts	2,7 pts
<i>(sources : ISPF, CPH)</i>						
<b>Indicateurs financiers</b>						
<b>(Encours des banques locales en M FCFP)</b>						
<b>Dépôts</b>						
Ménages						
<i>Dépôts à vue</i>	nov-14	57 175	58 241	60 695	4,2%	6,2%
<i>Comptes sur livret</i>	nov-14	91 547	93 815	93 691	-0,1%	2,3%
<i>Dépôts à terme</i>	nov-14	68 780	68 119	68 042	-0,1%	-1,1%
Entreprises						
<i>Dépôts à vue</i>	nov-14	80 839	75 533	81 627	8,1%	1,0%
<i>Dépôts à terme</i>	nov-14	43 697	51 532	50 014	-2,9%	14,5%
<b>Encours bancaires</b>						
Ménages						
<i>Crédits de trésorerie</i>	nov-14	76 862	71 920	71 330	-0,8%	-7,2%
<i>Crédits à l'habitat</i>	nov-14	145 711	150 406	150 746	0,2%	3,5%
Entreprises						
<i>Crédits de trésorerie</i>	nov-14	41 211	32 638	32 353	-0,9%	-21,5%
<i>Crédits d'équipement</i>	nov-14	62 104	63 777	65 695	3,0%	5,8%
<i>(source : IEOM)</i>						

## 4 – Les taux

### TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	-0,20%	10/09/2014
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,05%	10/09/2014
taux de la facilité de prêt marginal	0,30%	10/09/2014

### TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicable aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	14/04/2014	0,00%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	05/01/2015	0,05%	2,80%
taux de la facilité de prêt marginal	05/01/2015	0,30%	
taux de l'escompte de chèques	05/01/2015	0,30%	

### TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois				taux de base bancaire		
	31/12/2014	28/11/2014	Var. M-1	taux	date d'effet	
EONIA	0,1440%	0,1280%	+ 0,016 pt	6,60%	15/10/2001	banques métropolitaines
EURIBOR 1 mois	0,0180%	0,0200%	- 0,002 pt			banques locales
EURIBOR 3 mois	0,0780%	0,0820%	- 0,004 pt			taux d'intérêt légal
EURIBOR 6 mois	0,1710%	0,1800%	- 0,009 pt	0,04%	06/02/2014	année 2014
EURIBOR 12 mois	0,3250%	0,3310%	- 0,006 pt	0,04%	01/03/2013	année 2013

taux d'intérêt en moyenne mensuelle				Définitions		
	déc.-14	nov.-14	Var. M-1			
TMO	1,1800%	1,3800%	- 0,200 pt	EONIA: Euro OverNight Index Average		
TME	0,9800%	1,1800%	- 0,200 pt	EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate		
				TMO : taux moyen des obligations publiques		
				TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme		

taux des euro-monnaies									
devise	USD			JPY			GBP		
date	31/12/2014	28/11/2014	31/10/2014	31/12/2014	28/11/2014	31/10/2014	31/12/2014	28/11/2014	31/10/2014
taux JJ	0,175%	0,170%	0,170%	0,044%	0,047%	0,043%	0,450%	0,425%	0,480%
3 mois	0,425%	0,205%	0,270%	0,112%	0,106%	0,114%	0,600%	0,600%	0,600%
10 ans emprunts phares	2,180%	2,200%	2,340%	0,330%	0,420%	0,460%	1,760%	1,920%	2,240%

### TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er janvier 2015)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	<b>7,65%</b>
Prêts à taux fixe	<b>4,57%</b>	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	<b>3,35%</b>
Prêts à taux variable	<b>4,15%</b>	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	<b>4,25%</b>
Prêts-relais	<b>4,92%</b>	Découverts en compte	<b>13,27%</b>
<b>Autres prêts</b>		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	<b>3,87%</b>
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	<b>20,25%</b>	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	<b>Seuils de l'usure</b>
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	<b>14,37%</b>	Découverts en compte	<b>13,27%</b>
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	<b>9,21%</b>		

### TAUX DE CHANGE

Parité XPF / EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	98,2882	1 NZD/XPF	76,8642	1 HKD/XPF	12,6719	1 GBP/XPF	153,2055	
100 JPY/XPF	82,1674	1 AUD/XPF	80,4719	1 SGD/XPF	74,3130	100 VUV/XPF	96,2179	1 FJD/XPF	49,7402